

«Le fossé continue de se creuser»

Interview de Jean Feyder, auteur de «La faim tue», édition 2015, chez L'Harmattan

La faim continue d'emporter chaque jour 25.000 personnes. Une réalité dénoncée par l'ancien ambassadeur Jean Feyder, qui pointe les responsabilités et indique les pistes à privilégier. Entretien.

Le Jeudi: «"La Faim tue" est réédité cette année, cela signifie-t-il que le problème soit toujours d'actualité?»

Jean Feyder: «Si l'on se fie aux chiffres bruts, on constate que la situation mondiale n'a guère changé. Un milliard de personnes souffrent toujours de la faim et 25.000 – essentiellement des enfants – en meurent quotidiennement. Deux milliards d'autres individus sont victimes de malnutrition. Ce sont là autant de violations du droit à la vie et du droit à l'alimentation. Parallèlement à cela, dans nos contrées, c'est l'obésité qui apparaît comme un fléau sanitaire. Notre système alimentaire, au niveau mondial, ne répond pas aux aspirations de l'humanité. Ce système, il faut le reconstruire en empruntant de nouvelles pistes, que j'évoque dans cette nouvelle édition.»

Le Jeudi: «Qui sont les premières victimes de la faim? Quelles sont les principales causes de leurs difficultés?»

J. F.: «C'est sans doute paradoxal mais les premières victimes de la pauvreté et de la faim se concentrent majoritairement en milieu rural. Ce sont de petits paysans – souvent sans terre –, des pêcheurs, des travailleurs forestiers, etc. Toutes ces personnes vivent et travaillent encore dans des conditions très précaires. Un paysan du Sud doit subvenir aux besoins des siens avec moins de deux hectares de surface agricole.

Ces petits cultivateurs font, de plus, l'objet d'une négligence extrême depuis des décennies. Notons par exemple que les crédits de l'aide publique au développement alloués à l'agriculture sont passés de 30% il y a trente ans à seulement 4% dix ans plus tard. Pire, depuis une trentaine d'années, ces modestes cultivateurs sont les victimes de la politique néolibérale menée au niveau mondial à leur insu. Le Consensus de Washington notamment et toute une série d'ajustements structurels ont poussé ces paysans à abandonner l'agriculture vivrière pour se concentrer sur des productions où ils disposeraient d'avantages comparatifs. Selon les zones géographiques, on a donc privilégié la culture de café, de cacao, de coton ou d'huile de palme; autant de produits quasi exclusivement destinés à l'exportation et dont la vente était censée accroître leurs revenus. Ce faisant, ces pays sont tombés dans une forme de dépendance alimentaire. Cette situation est injuste, voire meurtrière et elle a même tendance à s'aggraver puisque l'Union européenne continue à négocier avec ces pays du Sud (notamment les pays d'Afrique de l'Ouest) des accords de partenariats fondés sur le libre-échange.

A cet égard, les organisations paysannes du Sud comme du Nord ne sont pas dupes et savent que ces accords ne servent en rien le développement économique. Elles sont très actives et tentent de se faire entendre du côté de Bruxelles.»

Le Jeudi: «La Banque mondiale et le FMI sont souvent désignés comme responsables de cette situation. Est-ce à juste titre?»

J. F.: «Il est toujours facile de tirer sur des entités, certes importantes, mais plus ou moins "sans visage" comme le sont la Banque



Photos: David Broman

Pour Jean Feyder, les orientations néolibérales imposées par le marché sont désastreuses pour les petits paysans du Sud

mondiale ou le FMI, mais il faut être très clair: les politiques mises en œuvre par ces grandes institutions monétaires internationales le sont sous l'autorité de responsables politiques tels que les ministres des Finances européens et américains notamment. Et le ministre luxembourgeois des Finances est également présent et n'échappe pas à cette responsabilité vis-à-vis des pays en développement. Ces orientations néolibérales doivent être assumées par les autorités politiques nationales et européennes et la société civile, en général, se doit de le leur rappeler.»

«Le Luxembourg aussi doit assumer ses responsabilités»

Le Jeudi: «Et quid de la responsabilité des grandes entreprises transnationales?»

J. F.: «Chacun se rend bien compte aujourd'hui que l'économie mondiale est de plus en plus sous la coupe des marchés financiers et des grandes multinationales. Et cela constitue un handicap rédhibitoire pour la mise en place de politiques favorables au développement et au bien-être des populations. Il est plus que temps de concevoir des contrepoids à ces multinationales. Je décèle à cet égard, au fil des ans, une meilleure organisation au sein de cette petite paysannerie tant au niveau régional, qu'intercontinental. C'est un pas important que la société civile et les ONG doivent accompagner pour mettre en œuvre des actions et des campagnes communes contre ces mauvais accords de partenariat économique.»

Le Jeudi: «Pourriez-vous nous éclairer sur la notion de "landgrabbing" (NDLR: accapare-

ment des terres) que vous décrivez dans votre ouvrage?»

J. F.: «A l'origine, il y a cette sévère crise alimentaire de 2008 dont une des répercussions a été l'augmentation brutale des prix des denrées agricoles. La terre est dès lors devenue un enjeu de spéculation majeur pour toutes sortes d'investisseurs en mal de profits, et ce d'autant que la crise immobilière les incitait à se tourner vers d'autres produits plus prometteurs. Ils ont donc procédé à l'acquisition d'énormes surfaces agricoles, surtout en Afrique, pour y développer une agriculture exclusivement tournée vers l'exportation. Or, les paysans qui cultivaient ces terres depuis plusieurs générations sans toutefois posséder de titres de propriété, en ont été chassés manu militari du jour au lendemain. Ce modèle, pour ne rien arranger, se révèle être l'exact contraire de ce qu'il faudrait faire pour résoudre le problème de la faim dans le monde. On y privilégie une agriculture mécanisée sur d'énormes surfaces faisant largement appel aux semences génétiquement modifiées et aux énergies fossiles. Il s'agit d'un modèle nuisible tant sur le plan alimentaire que sur le plan environnemental.»

Le Jeudi: «Pourtant, la production agricole

mondiale serait en mesure de couvrir largement l'ensemble des besoins humains...»

J. F.: «Soyons clairs, le problème de la faim n'est pas lié à la production mais bien à la répartition. Les quantités de denrées disponibles pourraient théoriquement nourrir jusqu'à 13 millions d'individus. L'un des obstacles, c'est qu'environ 40% de ces denrées sont destinées à l'alimentation animale.

Or pour chaque calorie de viande bovine, il faut sept calories de produit végétal: le gâchis est énorme et il est particulièrement en vogue aux Etats-Unis et en Amérique latine à travers la production intensive de soja. Tout cela s'accompagne d'un désastre écologique à travers la déforestation, l'utilisation massive de pesticides et d'OGM. On doit impérativement alerter l'opinion publique sur la surconsommation de viande qui tend à pérenniser aussi ce modèle.»

Un problème de répartition plutôt que de production

Le Jeudi: «Quel appel lanceriez-vous au président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, pour aller dans le bon sens?»

J. F.: «La préface de la précédente édition (2011) prouve que M. Juncker connaît les tenants et aboutissants de la problématique de la faim dans le monde. Il sait, comme il l'a dit lui-même, qu'il ne sert à rien de reprendre d'une main ce qu'on a donné de l'autre. Nous devons cesser de privilégier les intérêts privés et éviter que le fossé ne se creuse davantage entre le Sud et le Nord. Ce fossé est le principal générateur de vagues de réfugiés qui tentent de rejoindre notre continent. Je souhaite donc que le président Juncker parvienne à influencer l'ensemble de sa Commission, même si, jusqu'ici, il n'en a malheureusement pas encore pris le chemin.»

Le Jeudi: «Votre ouvrage évoque aussi certaines réussites ou initiatives allant dans le bon sens...»

J. F.: «En effet, c'est le cas avec la Chine dont la population atteint 1,3 milliard d'âmes, soit 20% de la population mondiale, alors qu'elle ne dispose que de 9% des terres cultivables. Elle parvient malgré cela et d'autres handicaps – comme la petite taille de ses exploitations – à l'autosuffisance alimentaire. Le paysan chinois est arrivé à ce résultat en diversifiant sa production et en améliorant, à son échelle, ses rendements. L'expérience chinoise est, de ce point de vue, exemplaire et il serait de bon ton que les pays du Sud s'en inspirent.

D'autres pistes me paraissent intéressantes. C'est notamment le cas de la microfinance, qui permet à des paysans de s'engager avec un minimum de crédit sans forcément disposer d'un titre de propriété. Il faut cependant veiller à ce que les microcrédits soient accessibles aux plus pauvres des paysans, ceux qui en ont un besoin vital. Ne perdons pas de vue que la microfinance ne peut être qu'un instrument au service d'une politique agricole globale cohérente. La microfinance seule ne peut rien. Le "fairtrade", enfin, et j'ai pu l'observer sur le

terrain au Nicaragua, offre réellement aux producteurs locaux de café des revenus garantis bien supérieurs aux prix du marché.

Je suis intimement convaincu que le paiement de prix justes aux producteurs est une condition sine qua non pour leur permettre d'échapper durablement à la faim et de sortir de la pauvreté.»

PROPOS RECUEILLIS PAR RACHID KERROU

